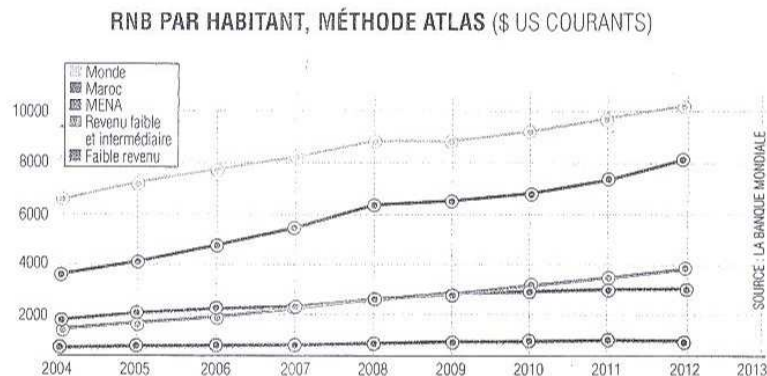
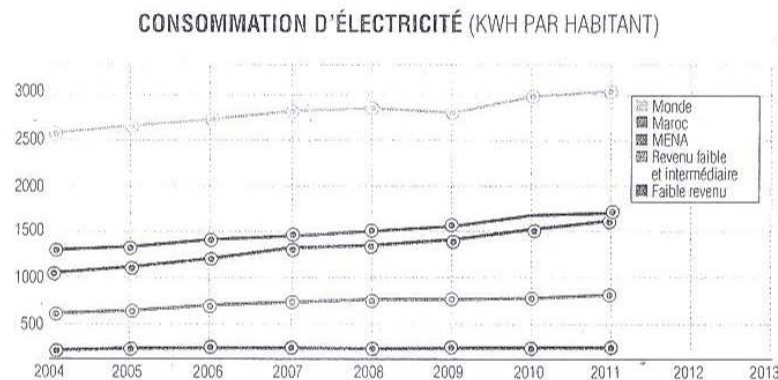


Coût de la vie

L'étau se resserre sur la classe moyenne

● La conjugaison des hausses de prix, effectives ou attendues, impacte directement le pouvoir d'achat des ménages. Sans surprise, la classe moyenne est en première ligne. Si les réformes économiques derrière ces différentes hausses sont incontournables, l'impact sur la consommation est à surveiller de près. Ahmed Lahlimi, Haut-commissaire au Plan, et Jean-Pierre Chauffour, économiste principal de la Banque mondiale pour le Maroc, livrent leurs analyses.

Charnière. Telle est en un mot la période que vit actuellement l'économie marocaine. Le constat se confirme à chaque détour politique, et surtout à chaque décision ou annonce de réforme. Indexation partielle, puis décompensation totale annoncée des hydrocarbures, réalité des prix pour l'eau et l'électricité à partir d'août prochain, hausses successives des salaires des fonctionnaires et du salaire minimum des travailleurs du privé... autant de tournants, plus ou moins importants, qui transforment, petit à petit le visage de l'économie marocaine. Mais comme pour toute réforme profonde, la pilule est souvent dure à avaler. Mieux (ou pire), elle a plus de mal à passer pour certains que pour d'autres. Aujourd'hui, face à cette multiplication de réformes, certes aussi incontournables qu'économiquement bénéfiques, la classe moyenne marocaine est en première ligne. Sans surprise, diront plus d'un. Il faut dire que les réformes en question se traduisent toutes par des augmentations de coûts: augmentation de coûts de la vie pour les ménages, et augmentation des coûts de production pour les entreprises. Prises isolément, ces évolutions ne sont pas négatives en soi. Mais conjuguées à une stagnation, ou pire, à une dégradation de la productivité, elles peuvent se révéler destruc-



VARIATION MENSUELLE DE L'INFLATION (EN %)

INDICE GENERAL	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEP.	OCT.	NOV.	DÉC.	JAN.	FÉV.	MARS
2013-2014	-0,2	0,0	0,5	0,0	-0,4	1,0	0,0	0,1	-0,6	-0,1	0,3	-0,2	-0,3
2012-2013	-0,2	-0,2	0,1	0,6	0,3	0,7	0,2	0,3	-0,1	0,4	0,2	-0,1	-0,2

SOURCE: HCP

trices de richesses. Au-delà de la théorie, la productivité est en effet la clé de l'équation on ne peut plus complexe du succès de l'écono-

mie marocaine et au passage, du renforcement de la classe moyenne comme ossature d'une économie bien bâtie.



«La solution à ce type de difficultés économiques est d'être capable d'améliorer la qualité de l'offre et donc de réaliser des gains de productivité», explique Chauffour.

Les «trois pièges» selon Lahlimi

Le Haut-commissaire au Plan est pour le moins inquiet de la situation économique que vit le Maroc. Ahmed Lahlimi rappelle que tout en restant confiant en l'avenir, il faut garder en tête que les difficultés émergent de plusieurs fronts : «Nous sommes tombés dans ce que j'appelle «les trois pièges». D'abord celui du déficit budgétaire lié à la compensation, sans parler des caisses de retraite et le gouvernement tente aujourd'hui de s'en sortir sur cet aspect. Ensuite, la marge de manœuvre de notre politique monétaire est extrêmement limitée, enfin, un taux de change fixe qui est incohérent avec le contexte de grande ouverture qu'a choisi le Maroc. Nous sommes pénalisés par la surévaluation du dirham et ne profitons pas de la baisse du dollar pour nos importations», décortique-t-il en réponse aux questions des ÉCO.

Cumul de facteurs

À court terme déjà, l'impact des différentes hausses de prix sur la classe moyenne ne fait aucun doute, comme le confirme le Haut-commissaire au Plan (HCP), tout en contextualisant la situation. «Ce cumul de facteurs va effectivement énormément impacter la classe moyenne marocaine. Mais malgré le fait qu'on ait manqué le bon timing, avant la crise, où nous avions une certaine aisance en matière de recettes, ces réformes doivent être menées», explique aux ÉCO Ahmed Lahlimi, patron du HCP. «Le Maroc n'a pas le choix. Mais, ces différentes hausses des prix qui sont intervenues et qui sont attendues en 2014, auront bien entendu des répercussions économiques. Elles entraîneront une ponction importante sur les revenus des ménages, entraînant une baisse de leur consommation et par là même, une dégradation de la croissance», estime-t-il, empreint d'une inquiétude qu'il ne cache pas. Toujours est-il que, parmi les économistes, les experts et les organisations de référence, qu'elles soient nationales ou internationales, plus tôt les réformes seront menées, plus la casse sera limitée et donc, plus vite les retombées positives se ressentiront. Ce consensus concerne également la nécessité que ces réformes soient menées.

Distorsion

C'est un raisonnement certes fondamentalement libéral, mais qui pour l'instant n'a pas trouvé d'alternative réaliste et viable. «Fondamentalement, lorsqu'on contrôle les prix, que ce soit ceux du carburant, de l'électricité ou de tout autre bien, on introduit des distorsions qui biaisent la bonne utilisation des ressources. Cela peut avoir un intérêt à court terme au profit de certaines couches de la population, qui peuvent en bénéficier, mais le «prix à payer» concerne l'ensemble de la société et à moyen terme», analyse Jean-Pierre Chauffour, économiste principal pour le Maroc et coordonnateur des échanges pour la région MENA. «Lorsque cette distorsion est maintenue sur une longue période, la situation devient assez critique, et faire machine arrière est politiquement difficile», reconnaît-il, sans pour autant faire explicitement de parallèle avec la latence dont ont fait preuve les précédents gouvernements, par manque de courage selon plus d'un. Ainsi, selon le raisonnement de notre expert, avec le temps, les inconvénients économiques ne font que s'accumuler et la mauvaise utilisation des ressources fait que le pays n'a pas une bonne allocation de ses facteurs et donc se prive de croissance, d'emploi, et d'augmentation du bien-être en général. Le paradoxe fait qu'en voulant aider les populations les plus défavorisées, on ne fait in fine, et en raisonnant en équilibre général, que les pénaliser à moyen et long termes.

ONEE, une question de gestion

Cependant, pour ce qui est de la récente annonce de la hausse des tarifs appliqués par l'ONEE, l'avis est moins tranché. «Concernant l'exploitation des entreprises publiques en particulier,

il faut faire la part des choses», tempère Chauffour, en ce sens où l'augmentation des prix qu'elles appliquent découle souvent de la situation déficitaire de leur opération. Or, augmenter leurs recettes à travers les prix n'est pas systématiquement la bonne décision pour redresser leur situation, puisqu'il se peut que les déficits en question ne tiennent pas aux recettes, mais aux coûts de fonctionnement qui sont trop élevés. «Il

faut donc se poser la question de savoir si ces entreprises se sont adaptées en termes de mode de gestion, de management, de RH ou encore de choix d'investissement, pour pouvoir offrir le service au moindre coût comme l'aurait fait une entreprise privée confrontée à la concurrence», conclut l'économiste.

PAR OTHMANE ZAKARIA